

Grâce à un réseau de membres actifs au Viêt Nam et à travers le monde, le Parti pour la Réforme du Viêt Nam (Viêt Tân) veut promouvoir la démocratie et la réforme du pays par des moyens pacifiques



Henning Skumsvoll,
Progress Party



Ase Gunhild Woie
Duesund, Christian
Democratic Party



Linda Helleland,
Conservative Party



Øyvind Halleraker,
Conservative Party



Elisabeth Aspaker,
Conservative Party



Odd Einar Dørum,
Liberal Party



Anne Margrethe
Larsen,
Liberal Party



Andre N. Skjelstad,
Liberal Party



Vera Lyskløtt,
Liberal Party



Gunnar Kvasheim,
Liberal Party



Gunvald Ludvigsen,
Liberal Party



Martin Engeset,
Conservative Party



Bent Heie,
Conservative Party



Sonja Irene Sjøli,
Conservative Party



Torny Perdersen,
Labour Party



Trond Helleland,
Conservative Party



Svein Flåtten,
Conservative Party



André Oktay Dahl,
Conservative Party



Jan Tore Sanner,
Conservative Party



Dagrun Eriksen,
Christian
Democratic Party

Vingt députés norvégiens demandent la libération des prisonniers politiques au Viet Nam

Communiqué de presse du 13 février 2008

Sommaire

- 1 — Des parlementaires norvégiens demandent la libération ...
- 3 — Un député norvégien rencontre des dissidents au Vietnam
- 4 — Un député norvégien sommé de quitter le Vietnam
- 5 — Libérez-les !
- 6 — Obsèques de Hoang Minh Chinh
- 7 — Des diplomates américains parlent des droits de l'homme au Vietnam
- 8 — Thich Quang Do proposé pour le Prix Nobel de la Paix
- 9 — Les catholiques manifestent encore
- 10 — Saisie en mer de Chine
- 11 — La France demande la libération des prisonniers politiques...

La semaine dernière, vingt députés norvégiens ont envoyé une lettre commune au président Nguyen Minh Triet. Ils écrivaient :

« La Norvège en tant que nation est très engagée dans le soutien de la démocratie et dans la protection des droits de l'homme à travers le monde. Cela dit, nous sommes extrêmement préoccupés par la situation du Dr Quan, M. Khunmi, de M. Vu et M. Trung. Voilà plus de deux mois qu'ils ont été arrêtés et ils continuent d'être détenus sans inculpation officielle ni procès équitable, ce qui montre que le gouvernement vietnamien n'a pas réussi à progresser dans le respect des droits de l'homme. »

Cette lettre de protestation suit

celles des sénatrices américaines Barbara Boxer et Dianne Feinstein, celle des 55 membres du Parlement de Californie et des organisations de défense des droits de l'homme. Tous protestent contre la répression de la liberté d'expression au Vietnam.

Le 17 novembre 2007, les autorités communistes vietnamiennes ont arrêté des membres et sympathisants du parti Viet Tan – M. Nguyen Quoc Quan, la journaliste Nguyen Thi Thanh Van, M. Leon Truong, M. Somsak Khunmi, M. Nguyen The Vu et M. Nguyen Viet Trung – alors qu'ils préparaient la distribution de documents promouvant la démocratie à travers des moyens non violents. Après près d'un mois de détention, à cause d'une forte pression internationale, les autori-



tés vietnamiennes ont libéré madame Nguyen Thi Thanh Van et monsieur Leon Truong. Mais les autres personnes restent encore en détention.

Depuis leur arrestation, le personnel consulaire américain a été autorisé à voir M. Nguyen Quoc Quan deux fois dans des conditions très restrictives. A chaque fois, M. Nguyen Quoc Quan a pu recevoir une lettre de son épouse. Mais il n'a pas été autorisé à recevoir une quelconque assistance de sa famille éloignée, qui habite à Saigon. M. Somsak Khunmi n'a pas été autorisé à recevoir une quelconque visite, de sa famille ou du consulat thaïlandais. Les frères Nguyen The Vu et Nguyen Viet Trung n'ont pu recevoir qu'une seule visite de leur famille qui a duré 15 minutes, le 1^{er} février. Dans le système pénitentiaire vietnamien, les détenus doivent généralement acheter la nourriture et le nécessaire du quotidien.

Les cas ci-dessus – parallèlement avec celui de l'écrivain Tran Khai Thanh Thuy qui a été jugée dans le plus grand secret et libérée après neuf mois de détention – démontre l'arbitraire du système légal vietnamien et comment les autorités se servent des lois pour violer les droits de l'homme.

Face à ces défis, le parti Viet Tan continuera à œuvrer pour le changement démocratique au Vietnam à travers des moyens non violents ; à mobiliser l'opinion publique internationale pour soutenir le mouvement pro-démocratie vietnamien et faire pression pour que Hanoi respecte les textes légaux sur les droits de l'homme dont le Vietnam est signataire.

Le parti Viet Tan exprime ses sincères remerciements à toutes les personnes, organisations et gouvernements qui ont demandé à Hanoi de libérer les militants pacifiques pour la démocratie arrêtés depuis près de trois mois.

Lettre de soutien de 20 membres du Parlement norvégien

29 janvier 2008

Monsieur le Président,

Nous vous écrivons pour exprimer notre grande préoccupation concernant la répression sans fin qu'exerce le gouvernement vietnamien contre l'expression politique pacifique. Nous sommes déçus et troublés par les arrestations et la détention qui perdure du docteur Nguyen Quoc Quan, du journaliste Somsak Khunmi et de deux jeunes ressortissants vietnamiens, M. Nguyen The Vu et M. Nguyen Viet Trung, accusés d'avoir exprimé pacifiquement leurs opinions politiques en novembre dernier.

Comme vous le savez, la Norvège et le Vietnam ont établi des relations diplomatiques en novembre 1971, faisant de la Norvège un des premiers pays occidentaux ayant établi des relations diplomatiques avec le Vietnam. Au cours des trois dernières décennies, nos deux pays ont établi une collaboration étroite tant dans les domaines politique, commercial et culturel que dans la coopération au développement. Au fil des ans, les échanges de visites entre nos dirigeants a permis de renforcer les relations bilatérales entre nos deux pays. Cette année marque le 37^e anniversaire des relations diplomatiques entre la Norvège et le Vietnam.

La Norvège en tant que nation est très engagée dans le soutien de la démocratie et dans la protection des droits de l'homme à travers le monde. Cela dit, nous sommes extrêmement préoccupés par la situation du Dr Quan, M. Khunmi, de M. Vu et M. Trung. Voilà plus de deux mois qu'ils ont été arrêtés et ils continuent d'être détenus sans inculpation officielle ni procès équitable, ce qui montre que le gouvernement vietnamien n'a pas réussi à progresser dans le respect des droits de l'homme.

Le gouvernement du Vietnam a donné des assurances à la communauté mondiale afin de devenir membre non permanent du Conseil de sécurité des Nations Unies. Pour prouver que le gouvernement du Vietnam est sincère et sérieux quant à l'amélioration de son bilan sur le respect des droits de l'homme, nous demandons les mesures suivantes:

- Que le gouvernement du Vietnam respecte les valeurs de la Déclaration universelle des droits de l'homme, en particulier la liberté d'expression.
- Que le gouvernement du Vietnam libère immédiatement toutes ces personnes, leur seule activité ayant consisté à exprimer pacifiquement leur soutien à la liberté et à la démocratie.
- Que le gouvernement du Vietnam mette fin au harcèlement de la famille de M. Le Nguyen Vu et M. Nguyen Viet Trung, permette les visites des familles et fournisse des informations sur leurs conditions actuelles.

Nous aimerions que vous disiez, sans intermédiaire, sans passer par un porte-parole, pourquoi le gouvernement du Vietnam continue de détenir ces militants pacifiques pour la démocratie.

Signature : 20 parlementaires norvégiens



Un député norvégien rencontre des dissidents au Vietnam

Communiqué de presse

22 février 2008

Suite à la lettre commune du 29 janvier 2008 de vingt députés norvégiens destinée au président vietnamien Nguyen Minh Triet afin de protester contre les atteintes aux droits de l'homme, le député Peter Skovholt Gitmark s'est rendu au Vietnam du 17 au 22 février. A l'aide d'un membre du parti Viet Tan, madame Vo Hong, le député norvégien a pu rencontrer des dissidents vietnamiens et se rendre compte de lui-même des difficultés subies par ces militants pour les droits de l'homme.

À Saigon, Peter Skovholt Gitmark a rencontré la famille des frères Nguyen The Vu et Nguyen Viet Trung, arrêtés en novembre 2007. Les proches de Vu et Trung ont apporté à Peter Gitmark les dernières nouvelles des jeunes dissidents. Celui-ci a fait part de la préoccupation de la classe politique norvégienne sur le sort de Vu et Trung, mais également de Nguyen Quoc Quan et Somsak Khunmi, tous arrêtés alors qu'ils se préparaient à distribuer des tracts sur la lutte non violente.

A Hanoi, le député Gitmark a

rencontré la journaliste dissidente Tran Khai Thanh Thuy, sortie de prison le 31 janvier dernier. Peter Gitmark a écouté attentivement madame Thuy et sa famille raconter les pressions et harcèlements perpétrés par les autorités, même après sa libération. Tran Khai Thanh Thuy a réaffirmé

Tran Khai Thanh Thuy et Vo Hong à Hanoi le vendredi 22 février au matin, comme l'AFP, RFA, DPA, AP, les radios Nouvel Horizon et TNT.

Le député Gitmark a exprimé aux journalistes son admiration devant la détermination des militants vietnamiens pro démocratie. À travers ce voyage, il veut envoyer un message clair au régime vietnamien, à savoir que la communauté internationale suit de près la situation des droits de l'homme au Vietnam, et notamment du sort des militants emprisonnés pour des actions non violentes.

Madame Thuy a fait part de son émotion et sa joie d'avoir rencontré le député Gitmark, mais aussi madame Vo Hong. Cette visite la conforte dans sa lutte pour un avenir meilleur pour le Vietnam. Elle se dit prête à poursuivre la lutte pour la démocratie, qui lui a déjà valu 9 mois de prison.

Madame Vo Hong se dit très concernée par les sacrifices et difficultés endurées par les dissidents et leurs familles, à cause d'un idéal commun, celui de voir la démocratie s'installer au Vietnam. Et c'est d'autant plus difficile pour ceux dont les noms ne sont pas encore connus du grand public. En tant que membre du parti Viet Tan, madame Hong est fierté et heu-



Peter Gitmark à Saigon en compagnie de la famille des frères Nguyen The Vu, Nguyen Viet Trung, emprisonnés depuis le

qu'elle a été libérée non pas à cause d'un geste humanitaire, mais grâce à la pression internationale et au combat des dissidents vietnamiens.

Prévenus par le parti Viet Tan, certains médias ont pu interviewer Peter Skovholt Gitmark,

Un député norvégien sommé de quitter le Vietnam après avoir rencontré des dissidents



L'écrivain dissidente Tran Khai Thuy Thuy reçoit Peter Gitmark à son domicile, à Hanoi

La semaine dernière, après s'être rendu au Vietnam et avoir rencontré une journaliste dissidente, un membre du parlement norvégien a été sommé de quitter le pays. Peter Gitmark, député du Parti Conservateur Norvégien, a été questionné dans sa chambre d'hôtel par les forces vietnamiennes de sécurité, avant qu'elles l'enjoignent de quitter le pays.

Gitmark a rapporté au journal Faedrelandsvennen de Kristiansand qu'il s'était rendu là-bas avec un visa de tourisme. Cependant, il a profité de ce voyage pour rencontrer des militants pour la démocratie et les droits de l'homme.

Parmi les personnes rencontrées se trouvait l'écrivain Tran Khai Thanh Thuy, à Hanoi. Gitmark aurait été observé par des voisins qui auraient rapporté la visite à la police.

Sur son blog, Peter Gitmark

raconte qu'il a présenté aux policiers vietnamiens le billet d'avion montrant qu'il allait quitter le pays le lendemain. « Cette rencontre fut fort désagréable. Si je n'avais pas prévu de prendre ce vol, ils m'auraient sûrement expulsé, » écrit-il. Gitmark fut retenu brièvement aux postes contrôles de l'aéroport avant de pouvoir embarquer dans l'avion.

Gitmark déclare qu'au Vietnam plusieurs familles sont tenues à l'écart du marché du travail, ou bien sont emprisonnées parce que leurs proches exilés en Norvège militent pour un Vietnam libre et démocratique.

Tard dans la soirée du vendredi 22 février, une vingtaine de vietnamo-norvégiens sont venus à l'aéroport Gardemoen, à Oslo, pour accueillir Peter Gitmark à sa

descente d'avion. Le député est apparu joyeux d'être de retour sur le sol norvégien. Il a salué individuellement toutes les personnes venues l'accueillir.

« Ce voyage m'a apporté beaucoup de matière à réflexion pour œuvrer en faveur des droits de l'homme et de la démocratie au Vietnam. Durant ce voyage, j'ai pu rencontrer à Saigon les familles des jeunes militants emprisonnés comme les frères Nguyen The Vu et Nguyen Viet Trung. A Hanoi, j'ai rencontré l'écrivain Tran Khai Thanh Thuy. J'admire le courage des vietnamiens qui doivent endurer un régime totalitaire. Je perçois mieux les difficultés auxquelles sont confrontés les dissidents au Vietnam. J'espère que ce voyage constituera une première étape dans une implication croissante du Parti Conservateur en faveur de la démocratisation du Vietnam » a déclaré Gitmark.

Blog de Peter Gitmark :

<http://www.petergitmark.no/content/view/237/34/>



Peter Gitmark et le comité d'accueil à Oslo, le 22.02.2008

Depuis l'arrestation des membres et sympathisants du parti Viet Tan à Saigon le 17.11.2007 alors qu'ils préparaient une distribution de tracts appelant au changement démocratique au Vietnam par des moyens non violents, des personnalités du monde entier prennent position demander leur libération.

Sous la pression internationale, deux personnes ont été libérées les 12 et 13 décembre 2007 (**Truong Van Ba** et **Nguyen Thi Thanh Van**). Quatre sont encore en prison : **Nguyen Quoc Quan**, **Somsak Khunmi**, **Nguyen The Vu** et **Nguyen Viet Trung**.



Liste des organisations et personnalités qui ont écrit au gouvernement vietnamien pour réclamer la remise en liberté des militants emprisonnés

- **Reporters sans frontières**
- Le **Comité pour la Protection des Journalistes**
- **Bernie Ripoll**, député australien
- **Edward Royce**, député américain
- **Loretta Sanchez**, député américain
- **Zoe Lofgren**, député américain
- **Neil Abercrombie**, député américain
- **Chris Bowen**, député australien
- **David Clarke**, député australien
- **Gary Humphries**, sénateur australien
- **Jack Snelling**, député australien
- **Ray Halligan**, député australien
- **Daniel Lungren**, député américain
- **Erna Solberg**, présidente du parti conservateur norvégien
- **Manuel Tornare** et la municipalité de **Genève**
- **Lindsay Simmons**, députée australienne
- **Patrick Sève**, maire de l'Hay Les Roses, France
- **Didier Gonzales**, député français
- **Françoise Hostalier**, députée française
- **Jean-Marc Comté**, conseiller administratif du Grand Saconnex, Genève
- **Christopher Pyne**, député australien
- **Et onze députés américains** : Loretta Sanchez, Zoe Logfren, Neil Abercrombie, Madeleine Bordallo, Michael Honda, Dan Burton, Thaddeus McCotter, Michael McNulty, Janice Schakowsky, Christopher Smith et Doris Matsui
- **55 membres de l'Assemblée de Californie** (voir les noms dans La Lettre du Viet Tan n°19)
- **Barbara Boxer**, sénatrice américaine
- **Dianne Feinstein**, sénatrice américaine
- **Steve Georganas**, député australien
- **Lou Correa**, sénateur américain
- **20 députés norvégiens** (voir en page 2)

Obsèques du plus âgé des dissidents

Samedi 16 février 2008, environ 500 personnes se sont réunies à Hanoi pour les obsèques de Hoang Minh Chinh, ancien membre du Parti Communiste Vietnamien (PCV) et devenu une figure de la dissidence vietnamienne, décédé le 7 février dernier d'un cancer de la prostate. Le plus âgé des dissidents vietnamiens avait 87 ans.



De nombreux opposants politiques sont venus rendre un dernier hommage à Hoang Minh Chinh, comme le Docteur Pham Hong Son et le journaliste Nguyen Vu Binh. Tous deux ont passés plusieurs années dans les prisons communistes. Le premier a été accusé d'« espionnage » et condamné à 8 ans de prison en 2003 (il en purgera 4) pour avoir traduit un article intitulé « Qu'est ce que la démocratie » figurant sur le site internet du Département d'Etat américain. Le second a été condamné à 7 ans de prison en 2003 pour avoir témoigné par écrit pour une Commission Parlementaire Américaine sur la situation des droits de l'homme au Vietnam.

« Je fais partie d'une génération de dissidents plus jeune. J'espère pouvoir continuer mon action en suivant son exemple. » Déclare le docteur Pham Hong Son.

Madame, Tran Thi Le, mère de l'avocate dissidente Le Thi Cong Nhan, actuellement en prison, était également présente. L'Eglise Bouddhique Unifiée du Vietnam, interdite, a délégué le vénérable Thich Khong Tanh pour célébrer la cérémonie religieuse car Hoang Minh Chinh s'est converti au

bouddhisme peu de temps avant sa mort. On a également remarqué la présence des quelques diplomates occidentaux dont un envoyé de Michael Michalak, ambassadeur des Etats-Unis au Vietnam.

La plupart des gens portaient un bandeau blanc autour de la tête. Ce symbole de deuil et habituellement réservé à la famille du défunt. En portant ce bandeau, les jeunes dissidents se déclarent appartenir à la famille de Hoang Minh Chinh.

Selon Nguyen Tien Trung, un jeune dissident de 25 ans qui a fait ses études en France avant de revenir au Vietnam en 2007, le nombre de participants aurait été bien plus conséquent si la police n'avait pas empêché les gens de venir. C'est ainsi que certains dissidents n'ont pas pu passer les barrages de la police comme Do Nam Hai, Nguyen Khac Toan, Tran Khue. Une centaine de policiers en civil surveillaient les funérailles, quelques-uns filmaient les participants.

La veille, les autorités vietnamiennes ont expulsé le Dr Nguyen Thi An Nhan, une chirurgienne au Stanford Medical Hospital, Californie. Dr Nguyen, 39 ans et ressortissante américaine,

est arrivée le vendredi 15 février afin de participer aux obsèques de Hoang Minh Chinh. Mais la police vietnamienne s'est rendue à son hotel, le Sheraton, pour l'interpeller. Après 6 heures d'interrogatoires, elle a été reconduite à l'aéroport de Noi Bai et expulsée du Vietnam.

Dr Nguyen est membre du Parti Démocratie XXI, une formation politique interdite au Vietnam et qui été réactivée par Hoang Minh Chinh en 2006. Initialement, le Parti Démocratique, dont il fût secrétaire général, était une émanation du PCV et dissout en 1986.

Hoang Minh Chinh fait partie des fondateurs du Bloc 8406, un mouvement diversifié de personnes appelant à la démocratie et au multipartisme au Vietnam et dont les membres sont durement réprimés par les autorités, déclenchant une vague de protestation internationale en 2007.



Nguyen Vu Binh, journaliste dissident, portant la photo de Hoang Minh Chinh



Des diplomates américains discutent des droits de l'homme au Vietnam

Le Viet Nam pourrait être sur la trajectoire d'une démocratie multipartite dans les quinze ou vingt prochaines années, d'après Jon Aloisi, Chef adjoint de mission à l'ambassade américaine à Hanoi.

S'exprimant lors d'une réunion d'information tenue par la Commission parlementaire des États-Unis sur les Droits de l'Homme le mardi 12 février, Jon Aloisi a reconnu de graves problèmes sur les droits de l'homme au Viet Nam, mais il a également souligné la vitesse et le potentiel de changement à l'intérieur du pays. Il existe une forte volonté pour le développement économique et présenter une image positive du pays aussi bien au niveau national qu'international, ce qui suscite une certaine évolution, a-t-il dit.

Concernant les récentes manifestations au sujet des terres de l'Église saisies par le gouvernement vietnamien il y a quelques décennies, Aloisi remarque : « Je suis ravi que les catholiques pensent qu'ils peuvent organiser des manifestations pour obtenir la restitution de leurs terres. C'est un signe positif de l'évolution des dirigeants [de la contestation] qui n'a été possible que grâce au militantisme. »

L'un des éléments du changement en cours au Viet Nam implique l'amélioration de la technologie à la disposition des dissidents - à savoir l'Internet. Il ya eu des tentatives de contrôler et de surveiller ce forum pour l'expression, y compris les obligations pour les gens de s'enregistrer pour pouvoir utiliser Internet dans les cybercafés. Mais ces restrictions

sont « submergées par le raz-de-marée d'informations générées par la jeunesse cultivée de ce pays, » a déclaré Aloisi. Pourtant, il s'agit toujours d'un pays qui « se réserve le droit d'arrêter n'importe quel citoyen, de l'envoyer prison puis de jeter la clé, » a-t-il ajouté.

La ligne rouge, ou point à partir duquel les individus commen-



Jon Aloisi, Chef adjoint de mission à l'ambassade américaine à Hanoi.

cent à avoir des démêlés avec le gouvernement, c'est lorsque ces opinions deviennent des tentatives d'organisation des gens pour un changement de régime. « Vous pouvez créer un blog appelé 'A bas le parti' [communiste] », a déclaré Aloisi. « Mais si vous voulez créer le site internet 'abasleparti.com' avec un millier de personnes en même temps, vous aurez des ennuis. »

Outre les cyberdissidents, des opposants vietnamiens de toutes sortes continuent d'être arrêtés pour des raisons politiques. Hans Hogrefe, le directeur du Commission parlementaire sur les Droits de l'Homme, dit que même si les prisonniers politiques sont libé-

rés, parfois à la suite de la pression internationale, ils font toujours face à de sévères restrictions à leur liberté de mouvement et leurs activités.

Aloisi également discuté de la corruption envahit le gouvernement vietnamien. « L'ensemble des dirigeants est impliqué dans cette corruption systématique, » a-t-il dit. « Il y a des gens qui veulent y remédier, mais ils ne savent pas comment, car ils sont tous complices. »

En ce qui concerne la position des tribus montagnardes des hauts plateaux du centre du Viet Nam, Aloisi fait état de certains changements positifs au cours des quatre dernières années. Il y a eu une diminution des cas de violations des droits de l'homme, et une amélioration pour le Haut Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés (UNHCR) et les diplomates à accéder à la zone lorsque des incidents surviennent. Toutefois, il a souligné que cette question reste un sujet de réelle préoccupation.

Le Viet Nam a encore une grande distance à parcourir sur la voie de la réforme, mais Aloisi reste optimiste quant aux possibilités de progrès à faire, en soulignant l'importance de la pression internationale en cours. « Devenir membre du Conseil de Sécurité des Nations unies est un grand pas, » a-t-il dit. « Nous pouvons utiliser leur appartenance au Conseil pour les éduquer et favoriser les changements. »

Beth Hearn

Thich Quang Do est proposé pour le Prix Nobel de la Paix 2008

PARIS, 1er février 2008 (BIIB) - Alors que se clôt le dépôt des propositions de nomination pour le Prix Nobel de la Paix 2008 ce 1er février 2008, le **Bureau International d'Information Bouddhiste** (BIIB) vient d'apprendre que le Très Vénérable **Thich Quang Do**, deuxième dignitaire de l'Eglise Bouddhique Unifiée du Vietnam (EBUV, Eglise historique, indépendante, arbitrairement interdite depuis 1981), a été proposé pour le Prix Nobel de la Paix 2008 par 137 parlementaires d'Europe, des Etats-Unis et d'Asie, ainsi que de nombreux universitaires.

Soixante députés européens représentant les principaux groupes politiques de gauche et de droite du Parlement Européen ont ainsi envoyé des lettres au Comité Nobel à Oslo (Norvège) pour proposer Thich Quang Do. Parmi les signataires figurent **Graham Watson**, Président du groupe Alliance des démocrates et des libéraux pour l'Europe (ALDE), **Daniel Cohn-Bendit** et **Monica Frassoni**, Co-Présidents du Groupe Les Verts, **Pasqualina Napolitano**, Vice-Présidente du Groupe Socialiste, ainsi que cinq Vice-Présidents du Parlement Européen, **Edward Mc-Millan Scott** (PPE-DE, démocrates-chrétiens), **Diana Wallis**, **Luigi Cocilovo**, **Gerard Onesta** et **Mario Mauro**. Ont également signé **Bronislaw Geremek**, ancien ministre des affaires étrangères polonais, **Marco Pannella** et **Marco Cappato** (Rapporteur du Parlement Européen sur les droits de l'Homme), eurodéputés italiens, **Charles Tannock** (Royaume-Uni), **Richard Czarnecki** (Pologne), **Pia Locatelli**, Présidente de l'Internationale Socialiste des Femmes, et la Baronne **Sarah Ludford**, Vice-

Présidente de la Sous-Commission des Droits de l'Homme du Parlement européen. *"En nommant Thich Quang Do, nous n'honorons pas seulement une personnalité de grand mérite et de grande valeur qui a passé une grande partie de sa vie en prison sous les régimes successifs"* a dit le député européen Marco Cappato à Bruxelles, *"mais nous saluons également la valeur et l'efficacité politiques des méthodes de non-violence de Thich Quang Do comme la meilleure voie pour promouvoir la démocratie et les droits de l'Homme"*.

Soixante-sept députés du Parlement italien de tous bords, y compris un membre du Parti Communiste italien, ont également nommé Thich Quang Do pour le prestigieux Prix Nobel de la Paix 2008. *"La liberté religieuse est la clef de la démocratie dans le Sud-Est Asiatique"*, a dit le député italien **Bruno Melano**. *"Le Vénérable Thich Quang Do est un symbole de la lutte pacifique pour la liberté religieuse et les droits de l'Homme"*. En France, plusieurs éminents membres de l'Assemblée Nationale, dont **Noël Mamère**, député Vert et ancien candidat aux élections présidentielles, ou **Françoise Hostalier**, ancienne Secrétaire d'Etat à l'enseignement scolaire, ont également soutenu la nomination de Thich Quang Do, tout comme la députée cambodgienne **Tioulong Saumura**. Soulignant la vision démocratique de Thich Quang Do qui dépasse les frontières du Vietnam, les députés ont déploré qu'*"en octobre 2007, la presse officielle a lancé une violente campagne de diffamation contre Thich Quang Do après ses appels en faveur des manifestants pro-démocratie birmans et d'une action urgente de l'ONU"*.

Aux Etats-Unis, d'éminents membres du Congrès comme **Edward Royce** (Républicain), **Zoe Lofgren** (Démocrate), **Tom Davies**



(R) et **Loretta Sanchez** (D), ont envoyé des nominations de Thich Quang Do au Comité Nobel. Dans leurs lettres, ils déclarent que *"l'engagement [de Thich Quang Do] en faveur de la liberté a pris une dimension historique et mérite d'être reconnue par votre Comité"*. Le Prix Nobel de la Paix pour Thich Quang do, écrivent-ils, *"honorerait non seulement un courageux partisan de la paix mais constituerait également la reconnaissance de la lutte silencieuse de tous ceux qui risquent leur vie quotidiennement pour la cause des droits de l'Homme et de la liberté religieuse au Vietnam et ailleurs"*.

Des universitaires ont également proposé Thich Quang Do pour le Prix Nobel de la Paix 2008. Ainsi le Dr Paul Scott, professeur des Etudes Asiatiques à l'Université Kansai Gaidai au Japon, a écrit : *"Le Comité Nobel nous a tous honoré en décernant son prix au Dr Martin Luther King Jr. Ma conviction la plus profonde est que le Très Vénérable Thich Quang Do, un bonze bouddhiste, un écrivain inspiré et le deuxième dignitaire de l'Eglise Bouddhique Unifiée du Vietnam (EBUV, interdite), se hisse au même rang que le Dr King"*.

BUREAU INTERNATIONAL D'INFORMATION BOUDDHISTE



Les catholiques vietnamiens continuent à manifester

Lencouragés par la victoire des catholiques de Hanoi contre les autorités, ceux de Thái Hà continuent de manifester pour exiger la restitution de 60 mille mètres carrés de la paroisse qui ont été saisie par l'état. Des dizaines de personnes campent sur place depuis le début du Carême, mercredi dernier, en dépit des célébrations du Têt, le Nouvel An traditionnel vietnamien.

La paroisse de Thái Hà est gérée par les Rédemptoristes. En 1928, ils ont acheté six hectares près de Hanoi pour construire un couvent et une église. Après la prise de contrôle des communistes au nord-Vietnam en 1954, la plupart des Rédemptoristes sont morts en prison et les prêtres étrangers ont été expulsés, laissant le Père Joseph Vu Ngoc Bich, tenir seul l'église. Malgré la persistance des protestations du père Vu, les autorités locales ont réussi à grignoter morceau par morceau le terrain de la paroisse. D'une superficie initiale de 60 000 mètres carrés, la paroisse n'en occupe plus que 2700 mètres carrés.

Pendant plus de dix ans, les Rédemptoristes au Vietnam ont transmis leurs pétitions au gouvernement pour demander la restitution de leurs terres, mais toutes sont restées sans réponse.

Début janvier, les autorités ont délivré un permis de construire supplémentaire sur le terrain de la paroisse. Devant les protestations des paroissiens, elles ont installé des clôtures de barbelés et posté des agents de sécurité pour protéger la construction de l'usine de textile Chien Thang.

Le 7 janvier, les fonctionnaires de Thái Hà cherchent à apaiser les préoccupations de la foule en promettant la fin des travaux de construction de l'usine. Mais le lendemain, le Comité populaire de Hanoi a émis une ordonnance autorisant officiellement la société en question à poursuivre ses travaux.

Depuis, le clergé et les fidèles de la paroisse Thái Hà se rassemblent sur les lieux quotidiennement. Certains manifestants campent là depuis plus d'un mois maintenant.

La semaine dernière, les fonctionnaires ont demandé au clergé de faire rentrer les fidèles pour la préparation du Têt. Les prêtres ont répondu qu'ils ont déjà demandé aux gens de rentrer chez eux à cause de la pluie et du froid, mais personne n'a accepté de partir.

« Je continue de dire à mes enfants que je dois rester ici pour protéger les terres de l'Eglise » dit une femme. « Les gens qui veulent me souhaiter la Bonne Année peuvent venir jusqu'ici et me voir. Je ne rentrerai pas à la maison. »



Le 9 février 2008, sept mille catholiques demandent la restitution d'un bien de l'Eglise à Thái Hà.

Le samedi 9 février, Mgr Ngo Quang Kiet, archevêque de Hanoi, est venu à Thái Hà pour célébrer une messe devant sept mille fidèles venus des environs. L'église de Thái Hà étant trop petite, de nombreux fidèles ont suivi la messe à l'extérieur.

Après la messe, une procession a eu lieu à travers la ville. Des prêtres portant une grande croix, ont conduit une procession jusqu'au site contesté. Là, ils ont prié, chanté et chanté durant des heures, bravant le froid et la pluie. Des dizaines de croix et les icônes de la Vierge Marie ont été accrochées aux clôtures.

Un prêtre relate une discussion avec un fonctionnaire. Ce dernier concède que si les manifestations se poursuivaient pacifiquement, l'usine de textile n'aurait pas d'autres choix que d'aller s'implanter ailleurs. En privé, ce fonctionnaire demande aux catholiques de continuer à prier dans le calme, sans troubler l'ordre public.

Saisie en mer de Chine méridionale



HOANG TU DUY

THE WALL STREET JOURNAL.

TRIBUNE PUBLIÉE DANS THE WALL STREET JOURNAL LE 6 FÉVRIER 2008

Lorsque la Chine a créé une nouvelle entité administrative couvrant trois archipels de la mer de Chine du Sud en décembre 2007 - dont deux revendiqués par le Vietnam - Beijing a de nouveau enflammé un fâcheux dilemme pour Hanoi. Le Vietnam devrait-il faire valoir son intérêt national en affirmant la revendication historique vietnamienne sur les territoires contestés, ou bien défendre les intérêts étroits du Parti Communiste en se vassalisant au Parti communiste chinois qui fournit un appui politique à Hanoi?

Ce dilemme est le dernier développement dans un différend de longue date. Les archipels Spratly et Paracels en mer de Chine méridionale sont composés de petites îles et récifs riches en poissons et, éventuellement, des réserves de pétrole, et sont stratégiquement situés dans l'une des voies maritimes les plus fréquentées au monde. Pour les pays qui ont un intérêt dans la liberté de navigation et un règlement pacifique des différends maritimes, la question de la mer de Chine du Sud a des implications stratégiques. Le pétrole du Golfe Persique à destination du Japon et la Corée du Sud passe à travers ces eaux. Et de la marine américaine ne veut pas

laisser la Chine considérer cette mer comme son lac privé.

Depuis plusieurs siècles, les dynasties impériales vietnamiennes ont revendiqué ce qui est maintenant connu sous le nom d'îles Spratly et Paracels. Et les Vietnamiens ne sont pas les seuls à avoir les yeux sur les îles. La Chine, Taiwan, Brunei, la Malaisie et les Philippines revendiquent

du Vietnam est devenue une monnaie d'échange dans le cadre d'une lutte plus large pour le contrôle du pays. En 1958, quatre ans après la partition du Vietnam en Nord et Sud au niveau la 17e parallèle, le Premier ministre nord-vietnamien Pham Van Dong a envoyé un câble à Zhou Enlai reconnaissant les revendications chinoises sur l'ensemble les îles de la mer de Chine méridionale. Ce faisant, les Communistes du Nord-Vietnam espèrent obtenir la garantie du soutien chinois dans la guerre contre le Sud-Vietnam.

Peu importait que ces îles ne fussent pas sous le contrôle de Hanoi à ce moment-là car lors de la partition du pays, la possession de ces archipels revenait de facto au Sud-Vietnam car ils se situent au sud du 17^e parallèle. En 1974, profitant de la guerre du Vietnam, Beijing a cherché à concrétiser sa réclamation en envahissant les Paracels. Après trois jours de bataille navale, la Chine a pris le contrôle de l'archipel Sud-Vietnamienne. Hanoi a réagi en affirmant qu'il valait mieux que les îles soient entre les mains d'un pays frère communiste que dans celles du régime de Saigon.

Après la guerre, Hanoi a offici-



tout ou partie de ces archipels. Le président taiwanais Chen Shui-bian a lui-même inauguré une piste d'avion sur l'une des îles Spratly au début de ce mois.

Au 20^e siècle, la revendication

Après la guerre, Hanoi a offici-





Une manifestation d'étudiants vietnamiens devant l'ambassade de Chine à Hanoi, le 16.12.2007

ciellement soutenu que les îles Spratly et Paracels appartiennent au Vietnam, mais a souvent fermé les yeux devant les actions chinoises pour contrôler intégralement ces îles. Ces dernières années, des navires de guerre chinois ont parfois ouvert le feu sur des bateaux de pêche vietnamiens et tué des dizaines de personnes dans les eaux au large du Vietnam, que la Chine considère comme sa zone économique exclusive. La Chine considère les pêcheurs vietnamiens comme des pirates. Mais l'Etat vietnamien et les médias officiels ont largement ignoré ces attaques. Quelques rares articles mentionnent vaguement une fusillade contre les pêcheurs vietnamiens par navires « étranger. »

Pendant ce temps à l'intérieur du Vietnam, les revendications sur ces îles trouvent un écho nationaliste. Malgré les meilleurs efforts du régime pour garder ce différend hors de l'esprit des gens à éviter d'alimenter les tensions avec Beijing, c'est encore une question qui enflamme les passions dans la rue. Récemment, il y a un mouvement à l'intérieur du Vietnam pour demander au gouvernement de porter la question des îles Spratly et Paracels devant le Conseil de Sécurité des Nations Unies. Les nouvelles selon lesquelles la Chine a resserré son emprise administra-

tive sur ces îles ont déclenché des protestations sans précédent des étudiants devant les représentations diplomatiques chinoises à Hanoi et à Saigon.

Les autorités vietnamiennes ont pris des mesures pour interdire les

manifestations. La police est allée jusqu'à la détention de bloggers qui font de la publicité sur les manifestations. Mais même ainsi, la pression est peut-être devenue un peu trop grande. Dans une tentative de minimiser la gravité de la récente décision chinoise, les médias officiels vietnamiens ont donné un large écho à un article paru dans le South China Morning Post quelques semaines plus tard, qui cite un fonctionnaire chinois disant qu'il n'était pas au courant de la création de cette nouvelle entité pour administrer les îles Paracels et Spratlys.

Cette affaire se complexifie en sachant que le Vietnam a durement gagné un siège au Conseil de Sécurité.

Le régime espérait que ce siège non permanent lui donnerait une occasion de renforcer son image aussi bien au

niveau national qu'à l'étranger. Mais Hanoi doit maintenant faire face aux appels publics lui demandant d'utiliser sa position sur la scène mondiale pour poursuivre une revendication territoriale nationaliste, qui va à l'encontre des intérêts du parti au pouvoir.

Sans aucun doute, nombreux sont ceux, dans le régime de Hanoi - et plus particulièrement l'armée populaire du Vietnam - qui sont préoccupés par l'expansionnisme chinois. Mais encore plus nombreux sont ceux qui, au sein du régime, ont peur de « l'évolution pacifique, » le nom de code utilisé par le Parti Communiste Vietnamien pour parler du changement démocratique, ce qui pourrait arriver si le Vietnam s'éloignait de la Chine et se rapprochait de l'Occident. Il est difficile pour Hanoi de continuer à suivre le modèle chinois - économie libéralisée, fermeture politique - et de s'opposer en même temps à son mentor, compte tenu de dépendance idéologique de Hanoi vis-à-vis de Beijing. Pourtant, la plus grande crainte pour le régime n'est pas la Chine. C'est celle d'une nouvelle génération de Vietnamiens qui sont de plus engagés dans le débat qui oppose l'intérêt national contre l'intérêt d'un parti politique, que cette génération soit issue du peuple, et qu'elle soit moins disposée à tolérer la censure gouvernementale sur ce débat.



Protestation contre la Chine devant l'opéra de Saigon le 19.01.2008.

La France demande la libération des prisonniers politiques vietnamiens

Dans un communiqué de presse publié sur son site internet le 26 février, le ministère des Affaires étrangères déclare que « la France a pris note avec préoccupation de la décision de la cour d'appel d'Hochiminhville confirmant les peines de prison infligées le 10 décembre dernier à quatre défenseurs des droits de l'Homme, notamment des droits économiques et sociaux. »

Les quatre personnes en question sont :

- **M. Doan Van Dien** : condamné à 4 ans et 6 mois de prison
- **Mme Tran Thi Le Hong** (Le Hang) : condamnée à 3 ans de prison
- **M. Doan Huy Chuong** (alias Nguyen Tan Hoanh) : condamné à 1 an et 6 mois de prison
- **Mme Nguyen Thi Tuyet** : condamné à 1 an et 6 mois de prison (durée couverte par sa détention provisoire).

Ces personnes militent au sein de l'Union des Ouvriers et des Agriculteurs. Elles sont également membres du Parti du Peuple Vietnamien (PPV), un parti d'opposition interdit au Vietnam, où seul le Parti Communiste a droit d'existence. Les familles des dissidents n'ont pas pu assister à ce procès en appel, car elles n'en avaient pas été informées.

Le Quai d'Orsay « *renouvelle son appel au gouvernement de la République socialiste du Vietnam pour qu'il libère les militants politiques qui se sont contentés d'exercer leurs droits à la liberté d'expression et d'association, tels qu'ils sont garantis par l'article 69 de la constitution vietnamienne et par les articles 19 et 22 du pacte international relatif aux droits civils et politiques, auquel le Vietnam est partie.* »

De son côté, le PPV proteste contre ce verdict et déclare que le Vietnam continue de violer les droits fonda-

mentaux de ses citoyens, en particulier ceux les militants politiques et syndicaux. Le PPV demande au Sénat américain d'adopter rapidement la Résolution HR 3096 (un projet de loi, adopté par la Chambre des Représentants le 18 septembre 2007, prévoyant de lier les aides économiques au Vietnam aux progrès réalisés en matière de respect des droits de l'homme).



De gauche à droite : Tran Thi Le Hang, Doan Duy Chuong, Doan Van Dien et Nguyen Thi Tuyet

L'Union des Ouvriers et Agriculteurs

L'Union des Ouvriers et Agriculteurs est un syndicat indépendant (non autorisé) créé en octobre 2006, dont le but est de défendre réellement les intérêts des travailleurs, ce dont le syndicat officiel (allié au Parti Communiste ne fait pas). Depuis sa création, le Parti du Peuple Vietnamien, et ses membres, Doan Van Dien, Tran thi Le Hong, Nguyen Thi Tuyet et Doan Huy Chuong ont œuvré activement pour la liberté syndicale, le droit de grève et des conditions de travail décentes.

Quelques mois après la création du syndicat indépendant, ces personnes ont été arrêtées en décembre 2006 par les autorités vietnamiennes. En mai 2007, l'avocat Tran Quoc Hien, porte-parole de l'Union des Ouvriers et Agriculteurs a déjà été condamné à cinq ans de prison.

contact@viettan.org — www.viettan.org

BUREAU PRINCIPAL

2530 BERRYESSA RD. #234
San Jose, CA 95132 — USA
Tél. : (1) 408-347-8830

Fax : (1) 408-347-8730

ASIE

P.O. Box 223
Shiba, Tokyo 105-91 – JAPAN
Tél. / fax : (81) 3.3765.5317

EUROPE

BP130
92185 Antony Cedex- FRANCE
Tél. / fax : (33) 1.46.86.85.22

AUSTRALIE

P.O. Box 791
Bankstown, NSW 2200
Tél. / fax : (61) 2-9757-3072

